

Où en sommes-nous dans la quête de meilleurs indicateurs du bien-être social ?

par Marc Fleurbaey*

Différentes approches sont aujourd'hui en concurrence pour offrir une alternative au PIB. Chacune pose des problèmes empiriques et théoriques particuliers ; il faut également s'interroger sur la convergence possible de ces différentes approches. Le point sur les différentes pistes ouvertes par la science économique.

La première approche qui vient à l'esprit est de calculer un « PIB corrigé ». Elle est sans aucun doute intéressante à explorer, mais on ne pourra y parvenir en se contentant d'agréger un indicateur d'origine reflétant la consommation et des valeurs qu'on attribuerait aux composantes non marchandes. Le lien entre ces différentes grandeurs est en effet problématique.

L'idée d'un « Bonheur national brut » semble supplantée, dans la littérature spécialisée, par l'idée de produire des données séparées sur les diverses composantes des perceptions de bonheur personnel. Il faudrait alors porter une attention particulière aux difficultés de comparer les déclarations de satisfaction et de bonheur d'une population à l'autre. Une attention spéciale devrait aussi être consacrée au phénomène de l'adaptation, car on peut à bon droit se méfier d'enquêtes n'évaluant pas les conditions objectives mais ce que les gens perçoivent de leur propre vie.

Une approche plus prometteuse pour l'incorporation des aspects non monétaires de la qualité de la vie passerait par la détermination de « revenus équivalents », où le revenu pourrait être soumis aux additions et aux soustractions reflétant ce que les gens se diraient capables de payer pour passer de leur situation actuelle à une situation de référence. Se focaliser sur les revenus n'est d'ailleurs qu'un exemple parmi d'autres ; il existe différentes approches assez voisines construites sur le même modèle générique.

L'approche par les « capacités », inspirées des travaux d'Amartya Sen, a inspiré beaucoup de développements intéressants, mais un accord reste à trouver sur la question des indices de référence ; un problème clé est là encore si l'on devrait ou non essayer d'examiner des préférences et des valeurs au niveau individuel.

Les « indicateurs synthétiques » ne semblent pas constituer une approche aussi solide que les précédentes, parce qu'ils ne cherchent pas à évaluer la situation sociale en se basant sur la distribution des situations individuelles, mais aussi parce qu'ils offrent peu de réponses à la question de la pondération des indices. Cependant, l'avantage principal de ces mesures objectives est qu'elles sont relativement simples à réaliser et dépendent moins des caprices de la

* Marc Fleurbaey est philosophe, professeur d'économie à l'université Paris V et directeur de recherche au CNRS. Ses domaines d'expertise recouvrent les questions de la pauvreté, du choix social et la théorie économique de la justice sociale. Il a récemment publié *Capitalisme ou démocratie, repenser l'alternative* (Grasset, Nouveau collège de philosophie, 2007). Il a été membre de la Commission Stiglitz.

subjectivité des enquêtés. S'ils sont inférieurs sur le plan théorique aux approches individualistes, les indicateurs sociaux du type Indicateur de développement humain pourraient continuer à servir de référence tant que le manque de données globales sur les situations individuelles, du fait de l'absence de ces données dans de nombreux pays, empêchera de mettre en œuvre des approches plus sophistiquées.

Trois pistes prometteuses

Je voudrais enfin insister sur les trois approches qui me paraissent les plus prometteuses, en examinant brièvement les liens qui les unissent, avant d'envisager les perspectives qu'elles pourront offrir pour la recherche mais aussi en termes d'applications. Ce qui différencie ces approches n'est pas vraiment la façon dans laquelle elles conçoivent l'agrégation du bien-être individuel dans le bien-être collectif, car même si la littérature spécialisée sur « l'équivalence » ou les « capacités » a tendance à recommander de réduire les inégalités, alors que les travaux qui portent sur le bien-être subjectif évoquent au contraire des moyennes, cette différence en réalité superficielle peut être facilement réduite en diversifiant la gamme des indicateurs agrégés utilisés dans chaque approche.

Les différences principales entre les trois approches concernent l'évaluation des situations individuelles. Sous ce rapport, chaque approche peut se donner comme plus complète que les autres. Par exemple, l'approche par les capacités peut prendre le bien-être subjectif comme une fonction parmi d'autres et affirmer qu'elle est ouverte à toutes les évaluations possibles des dimensions de la vie. L'approche par équivalences peut adopter la même position similaire, et de surcroît mettre en avant sa capacité à prendre en compte l'évaluation par l'individu de l'importance relative des diverses dimensions. L'approche du bien-être subjectif peut enfin considérer qu'elle mesure ce qui est vraiment en question, alors que les aspects objectifs mesurés et pondérés dans les deux autres approches ne font qu'entrer dans la « production » de la satisfaction ou du bonheur.

Sous la différence entre l'approche du bien-être subjectif et les deux autres, on retrouve une vieille opposition entre deux grandes écoles de pensée. L'une vise à promouvoir l'utilité ou la satisfaction hédonistique : elle a été une source d'inspiration pour beaucoup d'auteurs travaillant sur le bien-être subjectif. L'autre pourrait être dite libérale : elle cherche à donner aux gens ce à quoi ils accordent de la valeur, en raisonnant sur le plan des ressources ou des opportunités. Cette seconde école a motivé une bonne partie de la théorie du choix social et de la juste allocation des ressources, mais aussi l'approche des capacités. Des éléments de convergence peuvent cependant être pointés, qui ont à voir avec les perspectives pour la recherche et le progrès futurs des différentes approches. Examinons-les tour à tour.

En ce qui concerne le bien-être subjectif, des progrès seront certainement réalisés pour résoudre certains problèmes qui ont déjà suscité de nombreux débats entre experts, à savoir, les mécanismes causaux liant le bien-être subjectif aux accomplissements objectifs, et la question de l'adaptation. Un problème important demeure : l'hétérogénéité individuelle. La plupart des études des déterminants du bien-être subjectif s'intéressent à un certain type de fonction moyenne de la satisfaction ou du bonheur, et il serait intéressant d'analyser plus en détail la diversité individuelle. Ces deux questions visent le même objectif : évaluer la distribution des facteurs de satisfaction, et non des niveaux de satisfaction, au sein de la population. On notera

que dans le cas de l'approche par les équivalences, si l'on veut progresser en termes d'applications, on aura besoin de données similaires : une évaluation de la distribution des préférences (en les liant aux situations objectives) au sein de la population. Un problème est alors d'évaluer la précision et la cohérence des préférences individuelles par rapport aux divers aspects des situations personnelles. Notons que l'imprécision des préférences individuelles ne mine pas nécessairement l'intérêt éthique de cette approche, puisque les individus ne s'opposeraient pas aux évaluations des aspects de leurs propres situations qui sont en rapport avec leurs préférences possibles.

Sur le plan théorique, des progrès sont nécessaires pour expliquer les justifications éthiques du choix des situations de référence mobilisées dans le calcul des revenus « équivalents » (ou d'autres modèles de l'approche par équivalences). Il est possible aussi que de sérieuses alternatives à l'approche des équivalences émergent à l'avenir de la théorie de la juste allocation des ressources. En ce qui concerne l'approche des capacités, le problème des indicateurs est le principal obstacle à une mise en œuvre plus systématique. C'est un problème qui n'est pas seulement empirique, mais aussi théorique. Deux écoles de pensée inspirent en effet le versant théorique. L'approche libérale milite pour un examen des valeurs et des préférences des individus concernés, alors que l'approche dite « perfectionniste » se satisferait d'une simple pondération de considérations morales a priori.

Les éléments de convergence peuvent être alors décrits comme suit. Premièrement, toutes les approches ont en commun le projet empirique de rechercher une meilleure compréhension de la distribution des préférences et des valeurs individuelles. Si l'approche par les capacités accepte de résoudre le problème des indicateurs en visant à respecter les vues de l'individu sur sa propre situation, la ligne de clivage avec l'approche par les équivalences tend à s'estomper. Si l'approche du bien-être subjectif accepte que les états hédoniques ne sont qu'un aspect de la vie parmi d'autres qui peuvent avoir, eux aussi, leur importance dans les jugements de satisfaction des individus, et si elle accepte que les jugements de satisfaction sont finalement plus pertinents pour une évaluation complète des situations individuelles, la seule différence qui reste avec l'autre deux approches est le traitement des facteurs de satisfaction. Si enfin l'approche du bien-être subjectif acceptait de filtrer les effets d'adaptation, alors la différence entre les deux autres approches pourrait être substantiellement réduite.

Une convergence pleine n'est pas pour demain. Comme les écoles de pensée qui inspirent ces différentes approches structureront durablement la culture moderne et les débats public, il faut probablement abandonner l'illusion que puisse émerger un consensus sur une mesure unique du bien-être. Il semble plus sage aujourd'hui d'assigner aux économistes la tâche de penser rigoureusement les alternatives au PIB que chaque école de pensée peut inspirer et de développer des propositions concrètes pour chacune de ces alternatives. Comme nous avons vu, de tels développements sont en cours. Les alternatives sérieuses au PIB sont en vue.